NOTRE OPINION

GAZA : L'INSOUTENABLE SOUS NOS YEUX

Par Natacha Polony

C'est une série de textos simplement accompagnés d'une date : 11 octobre, 4 novembre, 6 février… Ces textos sont publiés dans le *New York Times* par un chroniqueur, Nicholas Kristof. Ils émanent d'un Palestinien, doctorant en linguistique de l'université Rhodes, en Afrique du Sud, avec lequel il est en contact. Mohammed Alshannat, qui est *« à l'opposé du Hamas »,* donne de ses nouvelles au chroniqueur et à une autre doctorante, et ses messages sont insoutenables. La détresse croissante de cet homme devant ses enfants qui meurent de faim. Son fils de 13 ans, blessé dans un bombardement et qui s'affaiblit peu à peu. Sa cousine, neurochirurgienne de 45 ans, qui vient de perdre son unique enfant, son bébé âgé de 2 mois, faute de lait. Son cousin de 20 ans, étudiant et *« brillant pianiste »* retrouvé mort et dévoré par des chiens errants en tentant de récupérer des boîtes de thon abandonnées par les soldats israéliens. *« Il nourrissait des rêves immenses et était rempli d'espoir, de paix et d'amour. »*

Le chroniqueur prend soin de préciser qu'il n'a pas pu directement vérifier les faits décrits dans ces textos. Comme s'il savait que certains allaient immédiatement les contester. Comme s'il semblait impossible de tout simplement prendre conscience de ce qui est en train de se passer à Gaza. En France, le débat se focalise sur les chiffres. Quand *Libération* affiche à sa une les 30 000 morts supposés, c'est la déferlante. Ces chiffres sont ceux du Hamas. C'est vrai. Mais y en a-t-il d'autres ? Non. L'armée israélienne annonce, au choix, *« environ 10 000 »* combattants tués, *« plus de 10 000 », « 12 000 »…* sans aucun élément précis. Quant aux *« dommages collatéraux »,* ils n'existent pas. La BBC a consacré une enquête à la question, concluant à l'impossibilité d'avoir des chiffres alors que 44 % de la population gazaouie a moins de 18 ans et que les hôpitaux, censés enregistrer les décès pour cause de maladie ou de malnutrition, ne sont plus opérationnels.

Au fond, qu'importe ? Il n'est pas nécessaire de se référer aux chiffres teintés de propagande du Hamas pour décrire la réalité de ce qui se passe à Gaza : 2 millions de personnes sont bombardées, déplacées de leurs maisons, privées des moyens minimum de subsistance, d'eau, d'électricité, de médicaments, entassées sur des routes et dans des camps, punies collectivement pour les attaques terroristes du 7 octobre, parce que certains, en Israël, en Europe et aux États-Unis, considèrent qu'après tout ils l'ont bien cherché, puisque le Hamas a remporté les élections. Sans même parler de ceux qui estiment, sans oser le formuler à haute voix, qu'il serait tellement plus simple que l'Égypte et la Jordanie accueillent ces réfugiés pour qu'enfin le « problème palestinien » disparaisse. Accessoirement, ceux qui n'ont pas voté pour le Hamas, ceux qui, en Cisjordanie, ont préféré le Fatah, certes corrompu mais opposé aux islamistes, subissent la colonisation violente, les expropriations, les humiliations et la privation de toute forme de citoyenneté.

L'horreur du 7 octobre ne relève pas de la « résistance » mais d'un massacre terroriste valorisant les plus atroces pulsions. Mais cette horreur ne justifie pas les crimes de guerre ni le martyre d'une population civile à qui l'on reprochera ensuite de cultiver la haine de ceux qui lui ont fait subir ce martyre. Partout dans le monde, le spectacle de cette tragédie provoque l'indignation. Les sociétés européennes, comme la société américaine, se fracturent. Quant aux adversaires de l'Occident, ils n'en demandaient pas tant : une démonstration éclatante du deux poids, deux mesures en matière de droit international.

L'administration américaine semble pieds et poings liés, réduite à des largages de nourriture, incapable d'obtenir un cessez-le-feu. L'action des Européens devrait pourtant être tournée vers un soutien aux États-Unis, dans leur bras de fer avec Benyamin Netanyahou, sans attendre le moment où il pourrait être chassé du pouvoir par les urnes, lui qui n'a pu se maintenir au pouvoir et échapper à la justice que du fait d'un système absurde de proportionnelle intégrale qui donne à trois députés extrémistes un rôle charnière dans sa coalition. Faut-il laisser un politicien corrompu et une poignée de religieux délirants fragiliser l'Occident et nous rendre collectivement complices d'une infamie ?

On a bien compris que la rhétorique néoconservatrice, qui consiste à décrire un Occident démocratique et pacifique – mais toujours prêt à appeler à la guerre pour défendre sa vision de la paix – face à un « axe du mal » composé de dictatures agressives, avait fait son grand retour. On se demandait déjà où classer le Brésil et l'Inde dans cette fable. Mais on voit mal comment défendre l'idée d'Israël comme poste avancé de l'Occident face à l'océan islamiste quand ce qui s'affiche aux yeux du monde est une puissance coloniale qui sacrifie une population civile à son fantasme d'éradiquer le Hamas par les armes. L'urgence est, là comme ailleurs, d'imposer la négociation. Jusqu'à présent, les extrémistes de deux camps ont toujours torpillé la paix. Mais leur laisser le dernier mot ne conduirait qu'au chaos. ■

La semaine prochaine, **"Marianne" fait peau neuve.**
Un nouveau journal, plus concentré, avec plus de révélations,
plus de décryptages, plus de débats, et un nouveau prix : 3,50 €.

Hannah Assouline